

Commune de Cernay-la-Ville

Arrêté n°ARR2025_074

MISE EN SECURITE – PROCEDURE URGENTE (risques présentés par les murs, bâtiments ou édifices quelconques n’offrant pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité des occupants et des tiers

Vu le code de la construction et de l’habitation, notamment les articles L.511-19 à L.511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ; Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

VU le rapport des services municipaux en date du 4 juillet 2025, concluant à l’urgence de la situation et à la nécessité d’appliquer la procédure prévue à l’article L. 511-19 du code de la construction et de l’habitation :

CONSIDERANT qu’il ressort du rapport susvisé que le bâtiment a fortement brûlé et menace de s’effondrer ;

CONSIDERANT que cette situation compromet la sécurité des occupants et des tiers avec le risque important d’effondrement du bâti, toiture, charpente, plafond.

CONSIDERANT qu’il ressort de ce rapport qu’il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

Mme NDIAYE/NDEYE MAKHOUREDIA domicilié à 37, place de l’Alouette à CERNAY-LA-VILLE 78720, née le 17/12/1973 au Sénégal propriétaire de l’immeuble sis à 37, place de l’Alouette à CERNAY-LA-VILLE 78720 (parcelles ZE 46 et ZE 119 lot 37).

Est mis en demeure sur le bâtiment :

- d’interdire l’accès dans le bâtiment et son jardin à toute personne hors professionnels habilités jusqu’à la complète mise en sécurité effectuée par des professionnels.
- de faire procéder à des travaux de mise en sécurité du bâtiment et de ses abords

ARTICLE 2

Faute pour la personne mentionnée à l’article 1 d’avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d’office par la commune et aux frais de celle-ci, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, le bâtiment, devra être entièrement évacué par ses occupants, jusqu’à la mainlevée de l’arrêté de mise en sécurité.

ARTICLE 4

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 et à l’article L. 521-4 du code de la construction et de l’habitation.

Mis en ligne le 07/07/2025 à 10h28

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-078-217801281-20250704-ARR2025_074

ARTICLE 5

Si la personne mentionnée à l'article 1, ou ses ayants droit, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer les services de la commune qui fera procéder à un contrôle sur place. La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune si ces travaux ont mis fin durablement au danger. La personne mentionnée à l'article 1 tient à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complété réalisation des travaux.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie où est situé l'immeuble, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 7

Le présent arrêté est transmis au préfet du département.

ARTICLE 8

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire / le président d'EPCI dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Cernay-la-Ville, le 4 juillet 2025

Claire CHERET
Maire



Mis en ligne le 07/07/2025 à 10h28

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-078-217801281-20250704-ARR2025_074